



**RURAL
FEMMES**
ERASMUS+ PROGRAM

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



RAPPORT D'ANALYSE INDIVIDUEL

France - Dordogne

Chambre d'agriculture – CA24

PRODUCTION INTELLECTUELLE 1

Activité 3. Analyse individuelle

Le soutien apporté par la Commission européenne à la production de cette publication ne constitue pas une approbation du contenu, qui reflète les vues des seuls auteurs, et la Commission ne peut être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.



CONTENTS

Résumé	4
1. Introduction	5
2. Aperçu de la région	6
2.1 Position économique	7
2.2 Politique et offre de formation concernant les répondants Rurales en Irlande / France / Espagne / Allemagne	9
3. Methodologie.....	11
3.1 Questionnaires.....	11
3.2 Focus group	11
3.3 Think Tank.....	12
4 Constatations	14
4.1. Profil démographique des répondants au questionnaire	14
4.2. Emploi.....	15
4.3. Activités de volontariat	16
4.4. Difficultés rencontrées par les répondants rurales en Irlande/Allemagne/Espagne/France	16
4.5. Participation aux événements d'éducation et de formation	17
4.6. Raisons liées au travail pour entreprendre un programme de formation ou d'éducation.....	17
4.7. Caractéristiques importantes du programme de formation.....	18
4.8. Mode de prestation préféré et difficultés potentielles d'accès au programme de formation.....	19
4.9. Connectivité Internet.....	20
4.10. Contenu du programme de formation. Aptitudes transversales de base, compétences clés	21



4.11.	Contenu du programme de formation. Compétences techniques spécifiques : agriculture durable, numérisation, esprit d'entreprise et tourisme	22
4.12.	Promouvoir la formation	26
4.13.	Recommandations politiques	27
4.14.	Résumé des résultats de la recherche primaire.....	28
5	Conclusions et recommandations	29
5.1	Conclusion	29
5.2	Recommandations.....	Erreur ! Signet non défini.
6	Références	31
7	Annexes.....	32



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Résumé

Le projet Rural Femmes vise à améliorer la formation des femmes en milieu rural. Ce projet va soutenir la promotion des actions de formation dans le cadre du programme. L'objectif est de mettre en place des formations, sur une même philosophie entre les différentes régions des partenaires Européens participants (Irlande, Espagne, Allemagne et France). Chaque partenaire conduira ses formations et un plan de formation sera établi en partage avec les autres partenaires.

La mise en œuvre du projet fait suite à un constat identique pour les quatre pays partenaires : les femmes en milieu rural jouent un rôle majeur dans la société civile et dans la croissance économique de leur milieu. Les femmes sont un moteur pour le maintien, la conservation et le développement des zones rurales tant sur le plan culturel que socio-économique. Elles contribuent non seulement à la préservation des traditions, mais elles représentent également une part importante de la main-d'œuvre sur le marché du travail. Malgré leur contribution cruciale, les femmes rurales sont toujours confrontées à de nombreux défis tant économiques, sociaux, culturels et éducatifs.

Le projet se décompose en quatre étapes :

- 1- Identifier et analyser les principaux besoins et défis dans le domaine de la formation, auxquels sont confrontées les femmes qui travaillent dans les zones rurales.
- 2- Créer et mettre en œuvre un programme de formation basé sur les analyses effectuées au niveau régional.
- 3- Organiser des sessions de formation dans chaque pays, à destination des femmes en milieu rural, en suivant le plan de formation commun.
- 4- Formuler et proposer des recommandations susceptibles d'améliorer les politiques liées à la promotion de l'éducation et de la formation des femmes rurales et à la réalisation de l'égalité des sexes.



**RURAL
FEMMES**
ERASMUS+ PROGRAM

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



1. Introduction

La Dordogne est un département très rural. Aujourd'hui sur ce territoire les femmes ont un rôle de plus en plus important dans la croissance économique. C'est le cas dans tous les territoires ruraux français. Les zones rurales se maintiennent voire progressent dans leur environnement socio-économique grâce aux femmes du milieu rural. L'implication des femmes est à plusieurs niveaux : social, économique, éducatif, culturel.

Les femmes aujourd'hui ont souvent des contraintes familiales supérieures aux hommes.

Dans ce contexte, le projet Rural Femmes vise à renforcer le pouvoir d'action et à soutenir les femmes par la promotion et l'amélioration de leur formation et de leur éducation. Ce projet européen va concevoir, mettre en œuvre et évaluer un programme de formation et d'encadrement destiné aux travailleuses rurales, sur la base des besoins qu'elles ont elles-mêmes identifiés.

La Chambre d'agriculture de la Dordogne

C'est un organisme semi public au service des professionnels de l'agriculture et du secteur rural. Elle accompagne les agriculteurs lors de leur installation, tout au long de leur activité économique et pour l'organisation de formations adaptées à leur métier.

Elle définit et promeut auprès des services publics une politique de développement de l'agriculture et de la ruralité.

Elle est dirigée par **33 membres élus** par des professionnels représentant tous les secteurs de l'agriculture. Les orientations politiques qu'ils impulsent sont le reflet des besoins et des choix d'avenir des agriculteurs. Ses choix stratégiques sont mis en œuvre par **une centaine d'employés** de la Chambre d'agriculture de Dordogne qui accompagnent les agriculteurs par des conseils, des actions d'expertise et des formations.

Son activité formation

La Chambre d'agriculture assure un large choix de formation dans le cadre de la formation continue (formations de très courte durée, de 1 à 5 jours). Chaque année de **900 à 1400 stagiaires** suivent ces formations courtes dans des domaines aussi variés que les techniques agricoles, le machinisme, le management, le respect de la réglementation, mais aussi les nouvelles technologies... Les formations sont assurées par le personnel de la Chambre d'agriculture ou par des formateurs intervenant en prestation.

Le réseau des chambres d'agriculture

Il y a une Chambre d'agriculture par département. Elles sont également structurées régionalement et nationalement (APCA : Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture).



**RURAL
FEMMES**
ERASMUS+ PROGRAM

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Elles sont le 1^{er} opérateur pour l'offre de formation des agriculteurs et des salariés des exploitations. Elles travaillent également en partenariat avec les organismes de formation agricole diplômants.

En Dordogne, l'enseignement agricole public est représenté par le lycée agricole de Coulounieix-Chamiers et de Bergerac. L'enseignement agricole privé est représenté notamment par le réseau des Maisons Familiales Rurales (MFR) dont 2 sont spécialisées sur l'activité agricole (Thiviers et Vanxains) et un autre établissement privé le lycée du Cluzeau à Sigoulès spécialisé en viticulture.

2. Aperçu de la région

La **France** est un pays d'Europe de l'Ouest de 67 millions d'habitants (2020). 64,9 millions de personnes vivent en métropole, le reste se répartissant dans les départements et régions d'outre-mer (Antilles, Pacifiques, Océan Indien...). La France partage des frontières avec la Belgique et le Luxembourg au nord, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie et Monaco à l'est, l'Espagne et l'Andorre au sud. Par le tunnel sous la Manche, il partage également une frontière avec le Royaume-Uni.

Depuis trois décennies, ce sont les régions de l'ouest et du sud du pays qui voient leur population croître beaucoup plus rapidement que le nord et l'est, en déclin relatif, à l'exception notable de Paris et son aire urbaine qui concentre environ 12,5 millions d'habitants.

La région « Nouvelle Aquitaine » est née en 2016 de la fusion de trois anciennes régions : Limousin, Poitou-Charentes et Aquitaine. Avec un territoire de 84 000 km², plus vaste que l'Autriche, la Nouvelle Aquitaine est **la plus grande région française**. Sa population de **5,8 millions d'habitants** la classe au 4^e rang des régions françaises. Elle fait partie des régions européennes les plus peuplées. Avec un tiers de son territoire recouvert de surfaces boisées, elle est l'une des régions les moins densément peuplées. L'apport migratoire reste le moteur essentiel de la croissance, plaçant la "Nouvelle-Aquitaine" au **3^e rang des régions les plus attractives**. Elle attire en particulier des personnes entre 30 et 40 ans et des retraités attirés par la douceur du climat et l'art de vivre : gastronomie, vins, patrimoine historique...

Bordeaux est la **capitale régionale**. Elle est reliée à un réseau de 10 aires urbaines de plus de 100 000 habitants. Située entre l'Europe du Nord et la péninsule ibérique, la Nouvelle Aquitaine s'appuie sur la présence d'un réseau d'infrastructures routières (A63, A65, A89, A64,...), ferroviaires (TGV, TER), portuaires (Bordeaux, La Rochelle, Bayonne) et aéroportuaires (10 aéroports dont Bordeaux, aéroport international), qui contribue à la spécialisation économique de la région.

Le département de la Dordogne fait partie des 95 départements de la métropole de l'Etat Français. Le niveau régional est aujourd'hui le niveau politique décisionnel privilégié en France, la Dordogne faisant partie de la région « Nouvelle Aquitaine ».

2.1 Position économique

La France est une puissance agricole, industrielle et touristique aussi bien à l'échelle européenne qu'à l'échelle mondiale. En 2019, la France était toujours la septième puissance économique mondiale, juste derrière le Royaume-Uni et l'Inde. La sortie de crise économique du pays (Crise de 2008) a été plus tardive que dans d'autres pays européens et son économie peut être parfois fragile en raison de déséquilibres structurels. Après une croissance estimée à 1,7% en 2018, le PIB n'a progressé que de 1,3% en 2019.

La France est confrontée à des défis structurels: taux de chômage élevé, compétitivité parfois faible et endettement élevé des administrations publiques et privées. Les taux de chômage élevés, en particulier chez les jeunes, sont une préoccupation importante. Malgré sa baisse progressive, le taux de chômage reste élevé, estimé à 8,5 % en 2019. A signaler que les prévisionnistes économiques estiment que cette tendance sera fortement affectée par l'impact économique négatif de la pandémie COVID-19, le taux étant actuellement estimé à 10,4 % pour l'année 2020 et devrait rester stable en 2021. La mobilité sociale reste faible et les taux d'emploi de nombreux groupes défavorisés sont médiocres.

Selon les prévisions actualisées du FMI du 14 avril 2020, en raison de l'apparition de la COVID-19, la croissance du PIB devrait tomber à -7,2 % en 2020 et remonter à 4,5 % en 2021, sous réserve de la reprise économique mondiale post-pandémique.

En Région Nouvelle Aquitaine

Le PIB de la Nouvelle-Aquitaine, qui s'établit à 158,1 milliards d'euros en 2013 classe la Nouvelle-Aquitaine au **2^e rang des régions de province**, qui contribue ainsi à 11 % au PIB national hors Ile-de-France, un poids comparable à celui de sa population (11 %)

Moins durement impactée que la moyenne des régions, la Nouvelle-Aquitaine figure parmi les quatre régions de province la plus dynamique depuis la crise de 2008. De 2008 à 2013, le PIB s'est accru en Nouvelle-Aquitaine (+0,7 %) à un rythme plus élevé qu'en France métropolitaine (+0,4 %) et trois fois plus rapide que la moyenne des régions françaises (+0,2 %).

Un tissu économique diversifié et porteur d'emplois

La Nouvelle-Aquitaine, reste parmi les économies régionales diversifiées en comparaison du reste du territoire français.



**RURAL
FEMMES**
ERASMUS+ PROGRAM

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Malgré une prédominance des activités tertiaires (commerce, action sociale, hôtellerie-restauration, tourisme, assurances), l'agriculture et l'industrie occupent une part importante de l'activité régionale (avec notamment, industrie agroalimentaire, fabrication de boissons, aéronautique spatial, travail du bois, industrie du papier-carton).

Les emplois tertiaires représentent 76 %, les emplois agricoles 5 %, les emplois industriels 12%. Grâce au dynamisme du secteur tertiaire, la région gagne 15 000 emplois par an.

La Nouvelle-Aquitaine est aussi une région de tourisme, avec ses 720 km de littoral, 12 milliards d'euros de dépenses touristiques, plus de 85 000 emplois touristiques, 27 millions de touristes et une économie du vin très développée (plus grande région viticole d'Europe).

La situation actuelle (avant COVID 19) :

En Nouvelle-Aquitaine, la croissance de l'emploi salarié se prolonge, à un rythme plus soutenu (+ 1,0 %) qu'en 2018. La progression concerne tous les secteurs sauf le tertiaire non marchand dont les effectifs restent stables. L'essor de l'emploi industriel régional, qui accompagne le redressement du secteur depuis 2017, perdure même si le rythme est légèrement moins soutenu. Dans la construction, l'augmentation des effectifs est la plus forte depuis la crise de 2008. Après un ralentissement en 2018, la croissance de l'emploi dans le tertiaire marchand retrouve son rythme moyen des cinq dernières années. L'intérim renoue avec la création d'emploi.

L'agriculture

En Nouvelle Aquitaine, de nombreuses productions sont signes de qualité : une trentaine de labels et signes de qualité apportent une différenciation positive sur les marchés de l'agroalimentaire que beaucoup d'autres régions nous envient.

Les phénomènes climatiques de plus en plus fréquents pénalisent les éleveurs, les épisodes de sécheresse rendant problématique l'alimentation des élevages. Les productions de viande et de lait sont globalement en retrait. Les productions de volailles progressent.

L'activité touristique

La Nouvelle-Aquitaine reste parmi les régions françaises les plus attractives au niveau touristique avec entre autre de 720 km de côtes. Après un repli de la fréquentation des campings et hôtels l'année précédente, les clients reviennent plus nombreux en 2019. Ce regain d'activité est, en grande partie, à mettre à l'actif de la clientèle résidant en France qui représente les trois quarts des nuitées totales. La fréquentation accrue des établissements «haut de gamme» traduit la recherche de confort de la clientèle, dans les campings comme dans l'hôtellerie.



Le département de la Dordogne (410000 habitants) s'inscrit complètement dans la dynamique Nouvelle Aquitaine, en particulier sur la partie touristique. Toutefois ce département est un peu plus rural que les départements côtiers avec seulement une grande agglomération, Périgueux (100000 habitants).

2.2 Politique et offre de formation concernant les femmes rurales en France

La prise en compte d'une évolution de la formation des femmes en milieu rural est apparue dans les années 1970.

Auparavant la femme était considérée prioritairement comme une mère de famille. Sa formation était axée sur les travaux à la maison. Néanmoins au-delà de son rôle de mère de famille, la femme était également une main d'œuvre complémentaire importante pour les différents travaux sur les exploitations. Cette main d'œuvre était souvent considérée comme sans compétences spécifiques reconnues pour le monde agricole.

Aujourd'hui l'emploi des femmes en agriculture :

- 111 000 femmes dirigent ou codirigent une entreprise agricole, soit 25,5 % des chefs d'exploitation agricoles, chiffres stables depuis quinze ans (seulement 8 % en 1970).
- 26 000 femmes sont déclarées collaboratrices d'exploitation, soit 17 % des conjointes d'exploitants ou d'entrepreneurs agricoles.
- 400 000 sont salariées en agriculture, mais 83,4 % d'entre elles étant en CDD (travail saisonnier ou temporaire), cela représente l'équivalent de près de 95 000 emplois salariés à temps plein, soit 36 % des salariés de ce secteur.
- L'âge moyen des cheffes d'exploitation est de 51,5 ans, contre 48 ans pour les hommes. Pour elles, l'entrée en agriculture se fait souvent par la succession entre époux.
- Seulement 17 % des exploitantes agricoles ont moins de 40 ans.

Aujourd'hui l'organisation de formations pour les femmes en milieu rural en France prend en compte plusieurs spécificités :

- dépasser les difficultés rencontrées en raison de leur situation familiale ;
- faire le point sur leur situation professionnelle, élaborer et formaliser un projet d'évolution professionnelle ;
- gérer leur temps et définir leur priorité au regard de leur organisation familiale, des modes de garde existants et de la mobilité ;
- lutter contre les fractures qui créent de l'isolement (fracture numérique, manque de qualification) ;
- favoriser le bien-être et la santé.

L'égalité entre femmes et hommes, grande cause nationale en France aujourd'hui, la formation des femmes en milieu rural fait partie intégrante d'un déploiement accru des formations à destinations des femmes.



**RURAL
FEMMES**
ERASMUS+ PROGRAM

Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



L'offre de formation des femmes sur les métiers agricoles

La formation initiale, c'est l'offre du réseau des lycées agricoles, des CFPPA (Centre de Formation Professionnel Pour Adultes) et des CFA (Centre de Formation des Apprentis) sur le territoire national, offre de formation publique. A côté, une offre de formation privée par le réseau des Maisons Familiales et Rurales complète le dispositif.

La formation professionnelle : les fonds de formation VIVEA pour les chefs d'exploitation et OCAPIAT pour les salariés accompagnent les acteurs du monde professionnel agricole tout au long de leur carrière. Le réseau des Chambres d'agricultures des différents départements est le premier dispensateur de formations professionnelles.

La totalité de l'offre de formation n'est pas différenciée, qu'elle s'adresse aux hommes ou aux femmes.

Pour les agriculteurs et leurs ayants droit (chef d'exploitation, conjoint collaborateur et aide familial) leur financement est assuré par VIVEA , "fond formation des métiers du vivant" alimenté par une cotisation annuelle obligatoire.

Pour les salariés agricoles des exploitations agricoles, des entreprises des territoires, des coopératives et organisations de producteurs, le financement est assuré par OCAPIAT. Les dispositifs de financement sont multiples et fonction de la taille de l'entreprise.

Pour les demandeurs d'emploi ou en reconversion professionnelle :

Depuis 2018 l'Etat français met en place un dispositif intitulé le « Compte Personnel Formation » (CPF). Ce dispositif est personnel à chacun et est alimenté à hauteur 500€/an. Le CPF va changer en profondeur le mode de fonctionnement de la formation continue dans les années à venir. Les formations "certifiées" pourront bénéficier du financement par le CPF. L'offre de formation va fortement être réorientée vers ce dispositif.

L'organisation de l'activité formation est recentrée sur un pilotage des crédits par l'organisme national "France Compétences" (FC) avec des obligations de certification nationale, obligatoire et commune à tous les organismes de formation français. L'objectif est d'augmenter le niveau des exigences qualité.



3. Methodologie

Pour étayer la création du programme de formation Rural Femmes, trois formes de recherche primaire ont été menées dans chaque pays partenaire afin de créer une évaluation bien équilibrée : questionnaires, création d'un Focus Group et consultation d'un Think Tank. Dans un premier temps, des questionnaires ont été réalisés. Par la suite, ceux qui ont indiqué souhaiter participer à un Focus Group ont été contactés par les chercheurs. Le Think Tank a constitué la forme finale de la recherche primaire et a été sélectionné par les chercheurs en raison de leurs connaissances spécialisées et de leurs expériences pertinentes.

3.1 Questionnaires

Le questionnaire élaboré par le CIT avait pour but de recueillir des informations de base et le contexte, afin d'éclairer la conception d'un programme de formation pour les femmes rurales.

Des questionnaires en ligne ont été envoyés par courrier électronique aux femmes qui avaient participé à des formations organisées par la Chambre d'agriculture au cours des trois dernières années. Le public cible comportait plus de 400 femmes toutes issues du département de la Dordogne ou des communes limitrophes.

En majorité les 95 femmes répondant à l'enquête (avec un très bon taux de retour de 24%), figuraient des personnes travaillant dans divers secteurs économiques tels que l'agriculture et le tourisme.

La plate-forme d'enquête en ligne utilisée était « Typeform ». 95 femmes ont répondu au questionnaire. L'analyse des données a été réalisée sous Microsoft Excel.

3.2 Focus group

L'objectif du Focus Group était de mieux comprendre les besoins et les compétences spécifiques aux femmes vivant dans des communautés rurales.

Le Focus Group est composé de 12 femmes ayant manifesté leur intérêt pour participer au Focus Group.

Un formulaire a été envoyé aux personnes devant participer au Focus Group. L'ensemble des 12 personnes a rempli ce questionnaire. Le formulaire comportait 10 questions, une question était un exercice de case à cocher pour les compétences valorisées, quatre questions étaient des exercices de classement des compétences et cinq questions étaient des questions ouvertes pour commentaires et suggestions supplémentaires. Initialement il était prévu de réunir le groupe en présentiel, mais avec le COVID 19 et le confinement nous avons dû procéder

différemment. Nous avons proposé des réunions en visioconférence et des rendez-vous individuels soit en visioconférence, soit par téléphone.

La difficulté était d'avoir le même regard objectif pour chacun des entretiens pour ne pas fausser les conclusions.

3.3 Think Tank

L'objectif du Think Tank était d'obtenir les points de vue d'une série d'experts et de parties prenantes afin d'éclairer les objectifs du projet, notamment la conception du programme de formation le plus approprié pour les femmes rurales. Les lignes directrices du Think Tank ont été rédigées par INTIA et approuvées par tous les partenaires.

Le Think Tank pour la Chambre d'agriculture comprend six expertes et actrices qui sont impliquées dans le développement rural, le tourisme rural, l'entrepreneuriat rural. Le choix s'est porté sur ces personnes car elles sont représentatives des instances rurales, et impliquées dans le développement rural. Ce sont des actrices et des décideurs politiques qui soutiennent les femmes dans les zones rurales.

Les six participantes du Think Tank ont une expertise dans les domaines suivants :

- l'agriculture et la formation des jeunes ruraux
- le tourisme rural
- l'entreprise et le commerce local,
- les services de conseil et la formation agricole
- le développement rural
- la formation initiale et continue
- les activités de production (filières longues)
- les activités de diversification
- l'emploi et l'analyse de besoins en formation
- le syndicalisme agricole

Les échanges ont été menés par des entretiens en face à face, permettant à toutes les participantes de remplir le formulaire de pré-discussion comprenant 13 questions ouvertes et un exercice de classement. Le temps moyen nécessaire pour remplir le formulaire et l'entretien était de 2 à 3 heures. Une réunion en visioconférence a pu se tenir avec deux participantes.

L'analyse thématique a été effectuée sur la base des notes prises par les chercheurs lors des réunions ou entretiens face à face du Think Tank et de l'analyse des formulaires de pré discussion.



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Comme pour le Focus Group, l'impact COVID 19 nous a obligés à travailler différemment de ce qui avait été prévu initialement. Et nous avons sans doute perdu de la dynamique par le manque d'échanges en groupe plénier.

Publics féminins différents entre partenaires du projet Rural Femmes : CIT et UHOH travaillent plutôt sur de la formation initiale (publics étudiants) alors que INTIA et la Chambre d'agriculture de Dordogne ont pour vocation la formation de perfectionnement pour les adultes. Les participantes voient cette différence plutôt comme un enrichissement, et c'est bien l'esprit du programme Erasmus d'apprendre les uns des autres.

Au travers de cette action Rural Femmes, les personnes déjà installées peuvent mieux appréhender les attentes des jeunes vis-à-vis du métier qu'ils vont exercer et ceux qui sont déjà installés peuvent aider les jeunes à y voir plus clair sur les opportunités et les contraintes intrinsèques au métier.

Un impact positif, le perfectionnement en anglais pour une partie des animateurs du projet Erasmus de la Chambre d'agriculture. Sandra Dufour , Serge Fourloubey et Guillaume Desmars ont décidé de se perfectionner en anglais pour mieux échanger avec les partenaires du projet. **C'est donc un bénéfice indirect de l'action Erasmus**, l'autre bénéfice étant de tester en tant qu'apprenant **la pédagogie des Formations Mixtes Digitales (FMD) que nous voulons développer auprès des femmes** (10 heures en face à face et 20 heures sur plateforme sur le premier semestre de 2020). Les participantes relèvent ce côté positif du programme Erasmus Rural Femmes qui va permettre d'expérimenter des méthodes nouvelles d'apprentissages mais aussi se confronter au cadre d'autres organismes de formation de nos partenaires et d'expérimenter les FMD et le CPF.

4 Constatations

Cette section présente les principaux résultats de cette étude et est structurée comme suit : nous décrivons d'abord l'échantillon de femmes rurales et leur situation sur la base du questionnaire (4.1-4.3). Ensuite, à l'aide du questionnaire, du Focus Group et du Think Tank, nous évaluons les difficultés auxquelles les femmes rurales sont confrontées (4.4) et les formats de formation accessibles aux femmes rurales (4.5-4.9). Ensuite, un nouveau contenu de formation est exploré (4.10-4.11) et la manière dont il devrait être promu (4.12) en s'appuyant sur les discussions approfondies du Focus Group et du Think Tank. Enfin, les implications politiques (4.13) et les principaux résultats de la recherche sont résumés (4.14).

Le choix de la Chambre d'agriculture

Niveau de formation des personnes interrogées :

La chambre d'agriculture a choisi d'enquêter sur plusieurs critères :

- les femmes de tout le département de la Dordogne,
- représentant toutes les tranches d'âge,
- tous les statuts : en projet de création d'activité agricole ou rurale, en cours de création ou déjà installé,
- tous types de projets agricoles : secteur long, secteur court, activité touristique (vente de "produits touristiques", vente directe de produits agricoles, alimentaires ou non, vente d'hébergement.

Pour des raisons pratiques, la base de données initiale comprenait 400 femmes qui avaient déjà participé à au moins une formation en 2017, 2018 ou 2019.

4.1 Profil démographique des femmes au questionnaire

Cette section présente uniquement les résultats démographiques du questionnaire, y compris la catégorie d'âge, l'état civil et le plus haut niveau d'éducation atteint.

La moitié des femmes enquêtées ont entre 25 et 44 ans. Notre population est assez jeune. Et 30% d'entre eux ont entre 45 et 54 ans. (figure 1).

75% des femmes sont mariées, pacsées ou vivent en concubinage. 21% sont célibataires et 3% sont séparées, divorcées ou veuves.

Concernant le niveau d'études atteint, 64% des femmes ont au minimum un BAC + 2 dont 35% ont une licence, un master ou doctorat. 9% ont le niveau brevet, BEP, CAP, ou fin de scolarité obligatoire. Dans la classification anglo-saxonne, le BAC correspond à un niveau "higher secondary".

Concernant la question sur le revenu, il est d'usage en France de ne pas poser de question sur ce sujet car il y a un tabou fort sur le fait de parler de ses revenus (voire de les comparer). C'est la raison pour laquelle les animateurs n'ont pas inclus cette question dans le questionnaire.

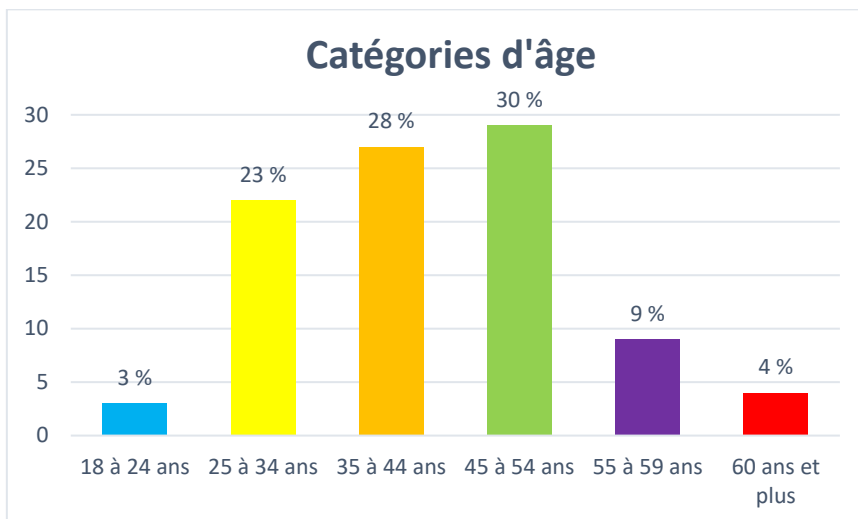


Figure 1 – Catégories d'âge

4.2 Emploi

Ce graphique (figure 2) montre que 50% des femmes sont agricultrices. A égalité avec 19,8%, sont auto-entrepreneuses, 18,6% employées. 10,5% d'entre elles sont demandeurs d'emploi et 1,2% en incapacité de travailler.

83% des femmes travaillent dans le monde agricole. La 2^{ème} catégorie la plus importante est le tourisme avec 8%.

Concernant la durée de leur dernier emploi, 81% des femmes ont leur emploi depuis plus de 2 ans, 15% depuis moins de 2 ans et 1% moins de 6 mois. On constate que la plus grande majorité d'entre elles sont dans l'agriculture depuis un moment.

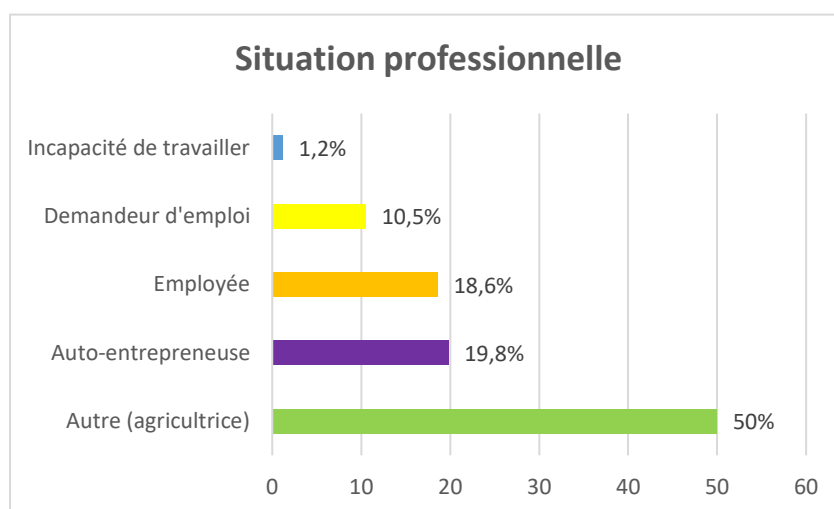


Figure 2 – Situation professionnelle

4.3 Activités de volontariat

Concernant le bénévolat, c'est assez partagé. 51% d'entre elles ont une activité bénévole contre 48% non. 24 % des répondants travaillent bénévolement moins de 2 heures par semaine, 24% entre 2 et 4 heures, 22% moins d'1 heure, 9 % entre 4 et 6 heures par semaine et 18% plus de 6 heures. Ordre d'importance des organisations : "Dans la ferme familiale", "Dans votre communauté", "Une association sportive", "Une organisation sociale ou caritative", "Une association politique". (figure 3)

42% des femmes engagées dans une activité bénévole le sont dans plusieurs organisations. Une femme sur deux travaille bénévolement et une sur quatre assure cette activité dans la ferme familiale. Ce constat cache une ambiguïté car cette activité bénévole n'est pas, à proprement parler, une activité à portée sociale, comme le fait de participer à une activité associative par exemple. Le Focus Group et le Think Tank ont relevé ce fait en défaveur des femmes qui n'ont ni reconnaissance sociale ni reconnaissance économique dans cette activité.

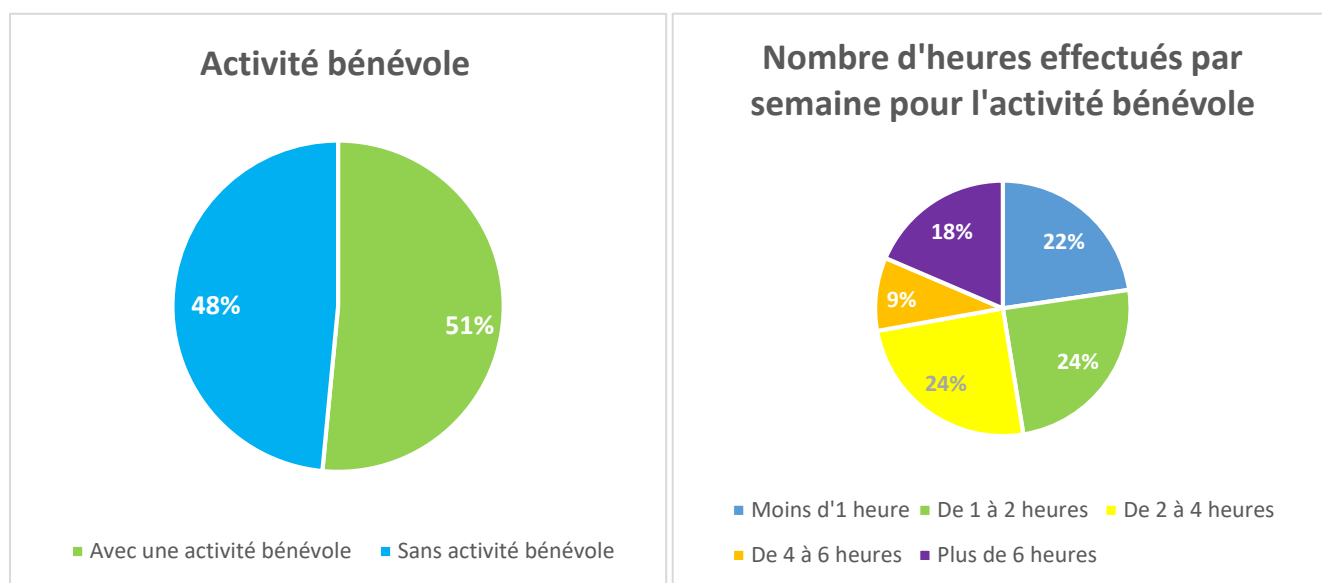


Figure 3 – Activité bénévole

4.4 Difficultés rencontrées par les femmes rurales en France

Les échanges dans le cadre du Focus Group et du Think Tank ont souligné différentes difficultés rencontrées par les femmes en général :

- Faire leur place dans le monde rural
- Faire leur place dans l'entreprise pour ne pas avoir un rôle subaltern
- Acquérir suffisamment de compétences dans leur activité pour être crédible sur le plan économique et sur le plan social

- S'organiser pour être disponible et assumer en même temps le rôle de mère, d'épouse et un rôle professionnel (Charge mentale importante due à des contraintes multiples).
- Risque de précarisation rapide en cas de problème de santé : éloignement des centres de soins, manque de dispositifs, de prise en charge financière, de solutions de remplacement car pénurie de main-d'oeuvre (métier agricole mal perçu, peu rémunérateur et tâches pénibles)

4.5 Participation aux événements d'éducation et de formation

78% des femmes ont suivi une formation au cours des 12 derniers mois dont 84% dans le domaine agricole (tous types de formations diplômantes ou non et de durées variables). 5% dans le tourisme et 9% dans d'autres domaines (comptabilité / juridique)

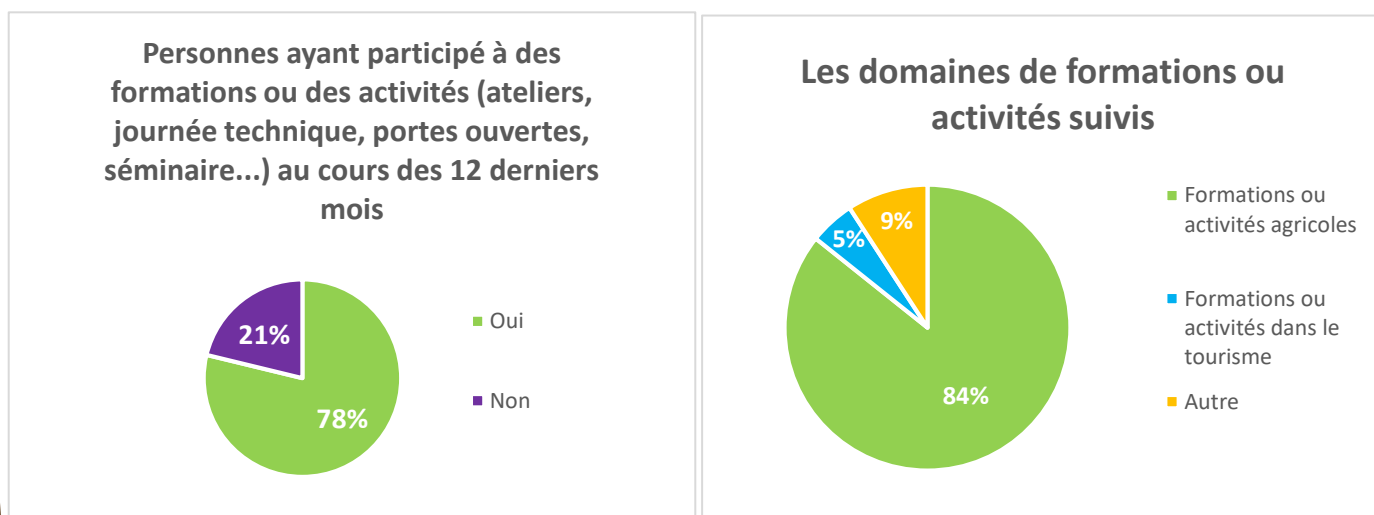


Figure 4 – Personnes ayant participé à une formation ou activité au cours de 12 derniers mois

4.6 Raisons liées au travail pour entreprendre un programme de formation ou d'éducation

Pour cette question (figure 5), les femmes pouvaient faire plusieurs choix. Les 2 principales motivations sont donc "acquérir de nouvelles compétences" à 90% et "être plus performante dans mon travail" à 78%. Vient ensuite "créer ma propre entreprise" avec 22%, "améliorer mes perspectives d'emploi" avec 16% et enfin "augmenter mes chances d'avoir une promotion" avec 2%.

Ce n'est pas un diplôme ou une certification qui est recherché en priorité mais surtout une réponse à leurs besoins concrets d'acquisition de compétences pour réussir leur projet et

s'adapter. Cette réponse corrobore les attentes. Aujourd'hui les employeurs privilégient des compétences d'adaptabilité en tenant compte autant des connaissances que du savoir être.

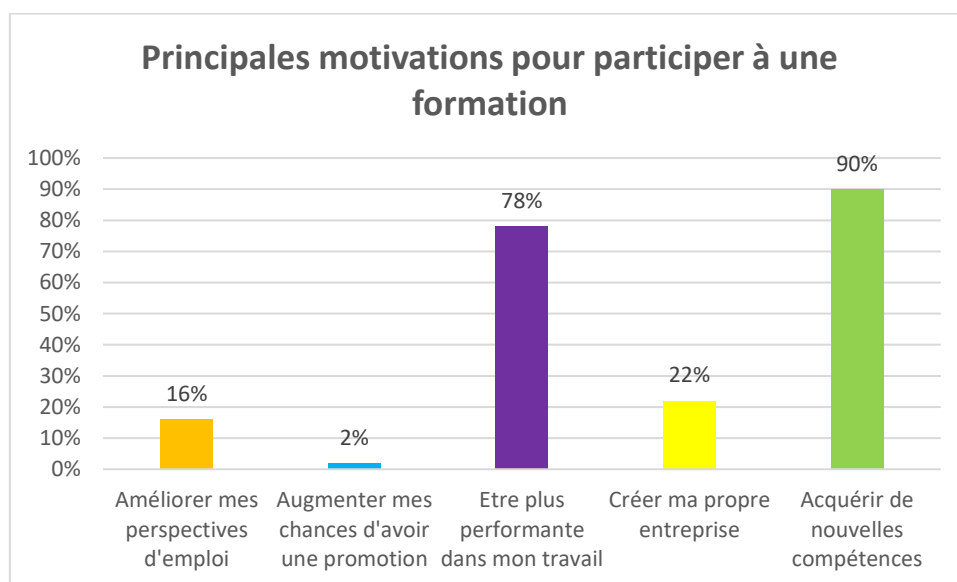


Figure 5: Principales motivations pour participer à une formation

4.7 Caractéristiques importantes du programme de formation

Les 2 principales attentes en formation des personnes interrogées sont le contenu du programme de formation à 62% et les objectifs clairs à 56%. En 3^{ème} position, nous avons l'adéquation à mon métier et à mon poste de travail avec 46%, puis en 4^{ème} position la durée de la formation avec 32%, les échanges entre stagiaires avec 29%, puis la formation qualifiante avec 20% et enfin la possibilité d'emploi avec 16%. (figure 6).

Les participantes privilégient une offre formation claire qui va leur permettre de juger si elle répond à leurs attentes. L'apprentissage par les pairs et les échanges de pratiques ont été jugés très importants par le Focus Group et le Think Tank. Les participantes ont beaucoup d'attentes concernant les contenus autour des thématiques comme la diversification d'activités avec des questionnements sur :

- le réglementaire,
- l'économique avec le calcul de rentabilité prévisionnelle ou le financement d'un projet,
- la maîtrise des processus de transformation combinants des connaissances scientifiques et des savoirs-faire à acquérir,
- la communication,
- la comptabilité / gestion

Mais d'autres attentes sont également importantes, autour de la maîtrise des productions (agronomie, élevage) ou de la mécanisation. A ce sujet le Think Tank souligne avec le Focus Group que ces savoirs ne sont pas "réservés" aux hommes et que les femmes ont tout intérêt à investir ce champ de compétences.

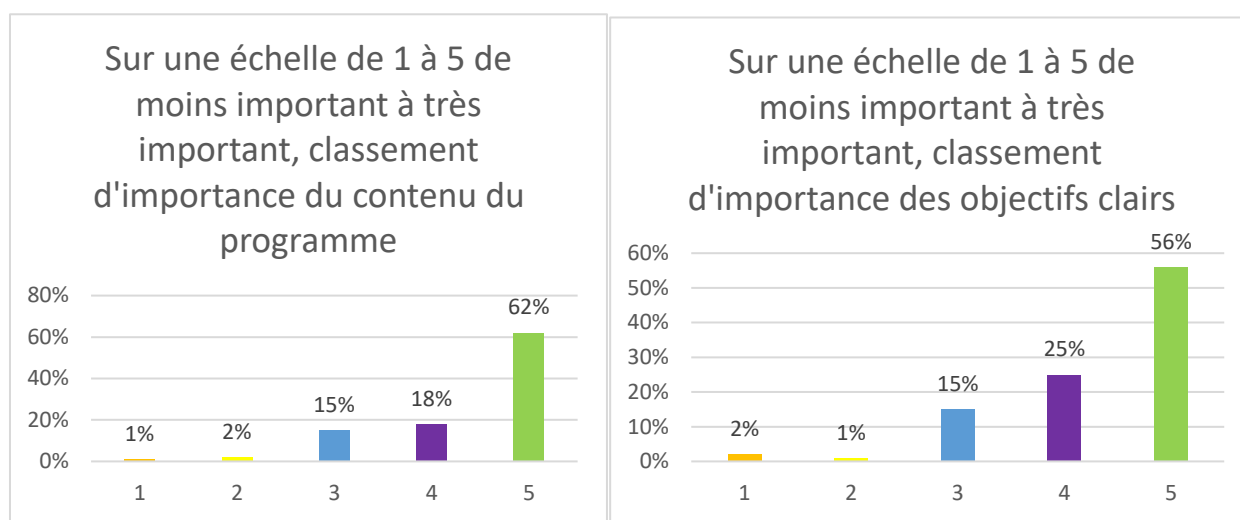


Figure 6 : Attentes en formation par importance

4.8 Mode de prestation préféré et difficultés potentielles d'accès au programme de formation

Concernant la forme que doit avoir une formation, 50% des femmes souhaite un mix entre les cours collectifs et de la formation à distance (FMD). C'est effectivement une tendance que l'on commence à voir aussi dans nos autres formations. Suivi à 35% par des cours collectifs (figure 7).

Concernant les principaux freins (figure 7), on trouve par ordre d'importance :

- **les contraintes familiales (60%)** : s'occuper de la famille, des enfants et la distance du lieu de formation. Le Focus Group et Think Tank ont le même avis sur cette question. Le département de la Dordogne est un des plus grands départements français et le réseau routier comporte beaucoup de routes départementales de qualité moyenne, certains secteurs sont particulièrement mal desservis
- **l'absence d'offre (43%)** : le Focus Group relève que l'offre est à examiner sous l'angle des contenus, des durées, et de la localisation.
- **les problèmes d'horaires (28%)**



Pour contourner ces difficultés, le Focus Group et le Think Tank suggèrent de bousculer les habitudes pour s'orienter vers des formules plus souples qui permettront de s'adapter aux attentes et contraintes des femmes actuelles en organisant des formations avec notamment, des temps à distance, des stages « en local », et pourquoi pas des temps d'individualisation. Enfin la garde d'enfants est évoquée à plusieurs reprises.

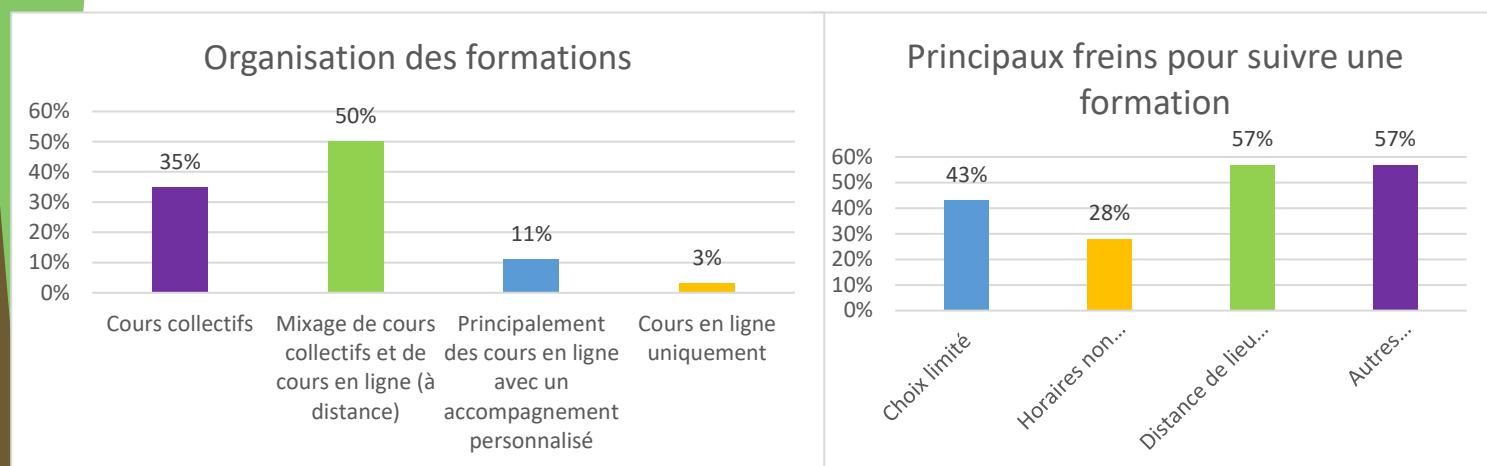


Figure 7 : Organisation des formations et freins rencontrés

4.9 Connectivité Internet

Si on s'intéresse aux femmes qui ont des difficultés de connexion, on constate que 30% ont une qualité moyenne et 13% une faible connexion (figure 8). Ceci est à relier aux nombreuses zones blanches sur le département de la Dordogne (relief) et la situation des habitations (parfois en bout de ligne téléphonique). C'est un problème récurrent en Dordogne. Le gouvernement français a négocié en 2018, 3 ans d'abandon de taxes vis à vis des opérateurs de téléphonie mobile contre une couverture intégrale du territoire et une entente entre les opérateurs pour regrouper leurs moyens sur les mêmes pylônes.

En tous les cas, la Chambre d'agriculture est confrontée à cette problématique pour développer les services en ligne en général, et la formation à distance en particulier. Certaines personnes ne veulent pas s'investir dans cette méthode pédagogique à cause de leur connexion très mauvaise à internet. Mais il y a des solutions pour contourner ce problème (travail hors connexion) malgré tout le blocage reste difficile à surmonter. Les 15% restants en zone blanche sont les plus chers à équiper (situations isolées, relief, peu d'habitants). Cette difficulté, nous l'avons rencontré notamment au travers de notre précédente action dans le cadre du projet "Erasmus + Smart rural" 2016-2018 qui visait à former nos ressortissants à l'usage du smartphone.

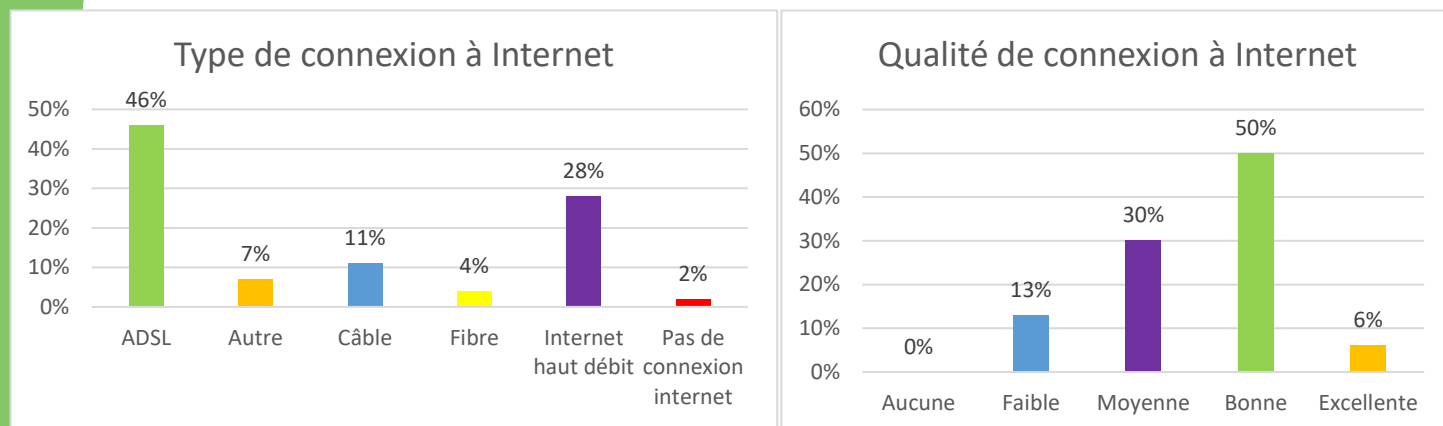


Figure 8 : Connexion et qualité de connexion à internet

4.10 Contenu du programme de formation. Aptitudes transversales de base, compétences clés

Le Think Tank s'est interrogé au-delà des enquêtes sur les grandes tendances des motivations pour partir en formation.

Les orientations prioritaires des programmes de formation agricole continue en France sont les suivants (Source VIVEA) :

- La mise en conformité avec des contraintes réglementaires (50 % des bénéficiaires) :
 - Formations pour gérer au quotidien des outils de gestion et des démarches administratives
 - Formations pour la poursuite de l'activité : normes, règles, sécurité
 - Formations non obligatoires mais imposées par les groupements
- Acquérir, développer une meilleure maîtrise de l'environnement de travail, développer ses compétences :
 - Formations pour gérer, piloter son exploitation et agir avec une plus grande autonomie : informatique, comptabilité, facturation, gestion du personnel
 - Formations pour produire avec des techniques maîtrisées, économiques et respectueuses de l'environnement
- Se projeter sur demain en amont d'une décision :
 - Formations pour éclairer une prise de décision : les formations jouent le rôle d'accompagnement à la réflexion et sont un moyen d'anticiper. Elles sont vues comme un lieu d'échanges entre agriculteurs.

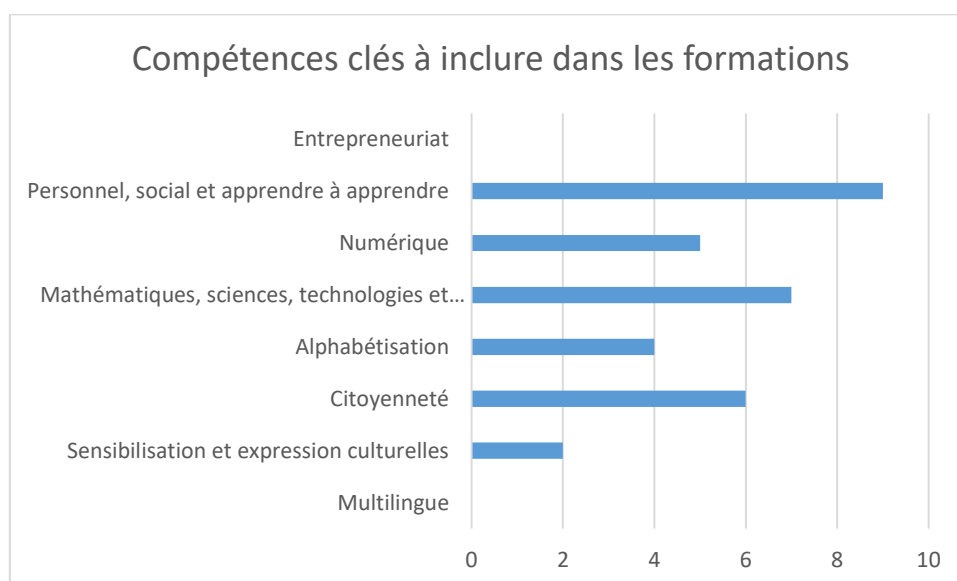


Figure 9 : Compétences clés

Le Focus Group met en avant le besoin d'acquisition de méthodologie, il suggère de faire des cours sur la méthode de recherche d'informations et sur la conduite de projet (apprendre à apprendre). Le web apporte aujourd'hui d'énormes potentialités de recherches.

Le Think Tank insiste aussi sur la nécessité d'apprendre à surfer sur le net, à trier l'information utile et à protéger ses informations.

La seconde priorité mise en avant par le Focus Group et le Think Tank concerne les sciences et technologies. C'est important d'expliquer les fondements scientifiques liés par exemple à une réglementation sanitaire dans les activités de transformation. Et la problématique de la protection sanitaire est de plus en plus d'actualité tant dans la protection du végétal que de l'animal et de l'activité humaine.

La citoyenneté est citée en troisième position, le Think Tank souligne à ce propos l'importance de la formation pour doter les femmes de véritables compétences et qu'elles puissent ainsi être plus en confiance pour s'investir dans la vie sociale et politique (associations, élus professionnelles ou politiques, ...). Le Think Tank insiste sur l'importance de renouveler les élus dans les organismes agricoles avec des représentantes du sexe féminin qui apportent une sensibilité différente.

4.11 Contenu du programme de formation. Compétences techniques spécifiques : agriculture durable, numérisation, esprit d'entreprise et tourisme

Agriculture

Le Think Tank met en avant les activités de transformation, en lien avec le besoin de sécurisation alimentaire (maîtrise des process).

La thématique concernant la diversification (en position 2) a traversé tous les échanges avec les femmes que ce soit au travers de l'enquête, du Focus Group ou du Think Tank. La Dordogne est une terre de diversité et de diversification. Elle a acquis une certaine notoriété en ce sens comme quelques autres départements Français (Ardèche, Drome, Gard). Mais le Think Tank souligne qu'elle est parfois victime de son succès avec une image de département « où il fait bon vivre » et où on pourrait vivre de peu.

Le Think Tank insiste sur la nécessité de doter les prétendants d'une bonne analyse des opportunités et des risques liés à la diversification, et d'une solide étude de projet pour pouvoir se démarquer et vivre de son activité. La Dordogne n'a pas les avantages des départements proches d'une grande agglomération et il faut véritablement développer un marketing dynamique pour aller chercher les clients là où ils vivent (Bordeaux, Paris, ...).

L'agriculture biologique est en troisième position avec des déclinaisons vers l'agronomie, l'agro-écologie d'ailleurs parfois considérée comme une voie de diversification pour des agricultrices déjà installées. Certaines disent pratiquer avec ce type de production un choix de vie qui porte des valeurs essentielles à leurs yeux et d'engagement citoyen (vivre sainement, vendre des produits sains, participer à la lutte contre le gaspillage, le réchauffement climatique en diminuant son empreinte carbone, etc...) Sur cette problématique les compétences souhaitées sont le marketing, la maîtrise technique, les risques sanitaires et agronomiques.

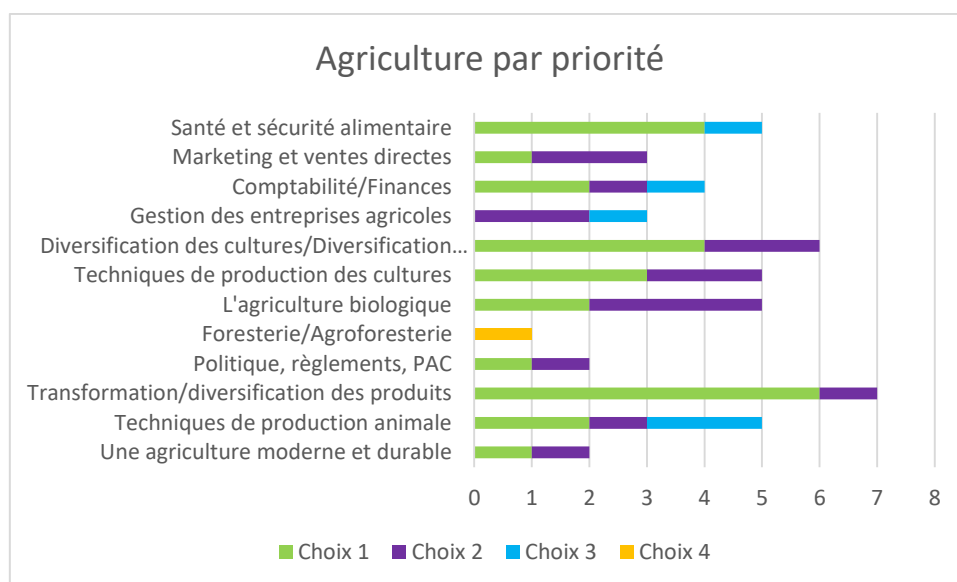


Figure 10 : Les participants au groupe de discussion ont classé l'importance des compétences agricoles

Digitalization/ Technology

Toutes les femmes interrogées se disent concernées par les différents usages des outils numériques. Les femmes du Focus Group mettent en priorité 1, la capacité à se servir avec efficacité des outils numériques, ordinateurs, smartphones et tablettes. Nous avons pu constater, au travers du projet “Erasmus + SMART RURAL”, qu’il y a beaucoup de progrès possibles pour optimiser l’usage du smartphone (Beaucoup n’utilisent que les fonctions très basiques). L’utilisation des réseaux sociaux arrive au même niveau, il s’agit le plus souvent de rendre son activité visible auprès de la clientèle, et de savoir comment créer son site et le faire vivre. L’optimisation de leur utilisation et la protection contre les risques arrivent en 2^{ème} position. Une partie de ces publics plus jeunes est plus à l’aise mais il exprime toutefois le besoin de mieux se servir de ces outils pour gagner du temps dans les démarches administratives, rechercher d’informations, cerner les risques de piratage et de données et en assurer la protection.

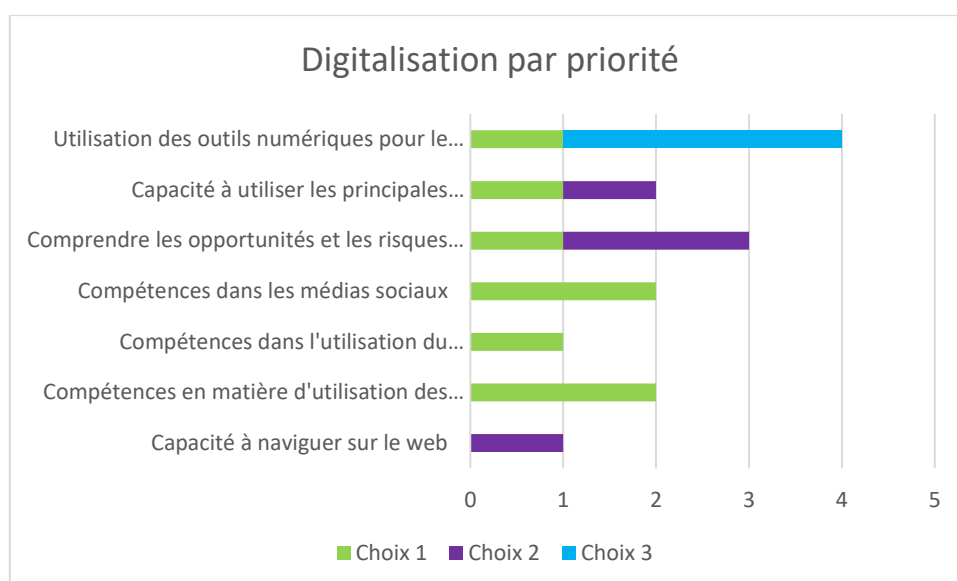


Figure 11 : Les participants au groupe de discussion ont classé l’importance de la digitalisation

Entrepreneurship/Business

La recherche de financement et l’analyse prévisionnelle de la rentabilité de son projet est la priorité numéro 1 concernant l’entrepreneuriat d’entreprise; que ce soit dans le cadre d’un projet en circuit long (vente à un grossiste, à une coopérative) ou bien en vente directe. Les femmes mettent l’accent sur la difficulté d’appréhender la prise de risque. Elles désirent se projeter dans les premières années de vie du projet et voir s’il est viable au moyen d’indicateurs fiables. Elles expriment la crainte que leur projet professionnel déséquilibre la vie familiale et ne leur permettent pas de dégager suffisamment de revenu.

Le Think Tank insiste sur la nécessité d'acquérir des compétences en gestion, gage de reconnaissance vis à vis des financeurs institutionnels, banques, organismes publics prêteurs, commission d'agrément.

Les compétences administratives sont en seconde position, à égalité avec le développement de nouveaux projets ou activités. L'agriculture en France est une des activités économiques les plus normées et les plus administrées. Les participantes du Think Tank pensent qu'il y a un fort enjeu économique et social à savoir se débrouiller avec toutes les démarches administratives qui sont désormais dématérialisées, et même si ce n'est pas par plaisir, il faut maîtriser l'informatique et la navigation web. Le Covid 19 n'a fait que renforcer cette nécessité et c'est la communication web qui a pris le relais d'une communication physique impossible sur le plan professionnel ou familial (Skype...).

La sécurité au travail est en troisième position à égal niveau avec la gestion des relations avec les partenaires.

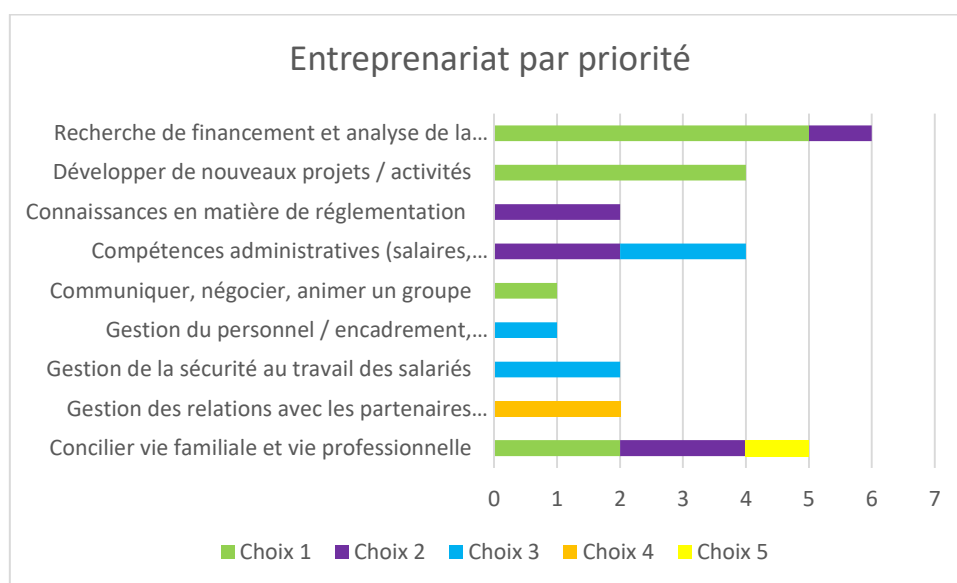


Figure 12 : Les participants au groupe de discussion ont classé l'importance de l'entreprenariat

Tourism/Hospitality

On retrouve dans ce diagramme les mêmes tendances que pour l'entreprenariat :

- 1- Le calcul des coûts de revient et des prix de vente en lien avec la notion de rentabilité
- 2- La création d'entreprise touristique et la gestion de la communication associée
- 3- Et à égale importance, les études de marché et la réglementation

Le Think Tank a beaucoup partagé autour des compétences à réunir pour appréhender avec clarté les différentes réglementations relevant du droit français et (ou) européen.

Les réglementations sont nombreuses :

- Urbanisme
- Droit du travail
- Utilisation des machines dangereuses
- Usage des antibiotiques
- Identification des animaux
- Déclarations sanitaires animales et végétales
- Réglementation liée au statut fiscal et social, etc...

Les nouvelles arrivantes en milieu agricole sont un peu perdues.

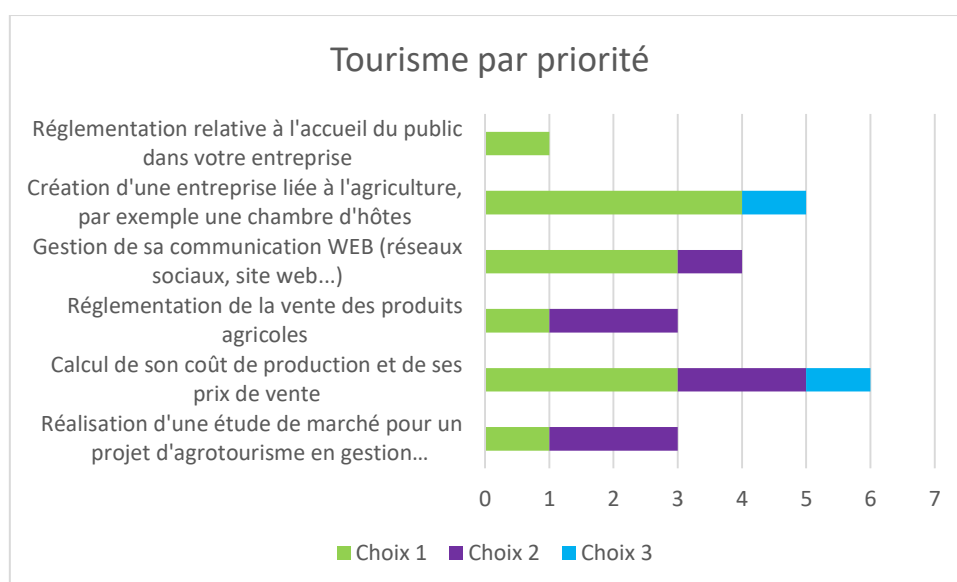


Figure 12 : Les participants au groupe de discussion ont classé l'importance du tourisme

4.12 Promouvoir la formation

La Chambre d'agriculture étant organisme de formation certifié depuis plus de 30 ans, elle a une expérience sur la promotion des formations.

De nombreux canaux pourront être utilisés pour le projet :

- Communication sur le site de la Chambre d'agriculture,
- Communication sur les réseaux sociaux, Facebook et Twitter.
- Communication sur le journal rural local « Réussir le Périgord »
- Renvoi aux personnes qui ont été sollicité pour l'enquête initiale du projet

Pour le département de la Dordogne il est prévu de resolliciter les groupes Focus Group et Think Tank pour faire la promotion des formations qui seront organisées sur le territoire. Les membres du



Think Tank ont une expérience (étant souvent organisme de formation eux même) de la promotion des actions de formation.

De plus il sera possible de relayer, sur les différents bureaux de la Chambre d'agriculture, une communication pour le recrutement des candidates à la formation.

4.13 Recommandations politiques

Les recommandations politiques ont été axes sur la spécificité de participation des femmes à des formations. Plusieurs obstacles ont été identifiés, elles se sont d'ailleurs exprimées dans le cadre des enquêtes individuelles :

- Les problèmes de la garde des enfants pour les participantes ayant des enfants en bas âge.
- La difficulté d'accessibilité, la Dordogne est un département vaste, pour se déplacer en formation certaines femmes devront faire plus d'une heure de route aller, il sera important de positionner les formations en présentiel le plus près possible des candidates
- Les difficultés d'accessibilité au moyen moderne de communication et particulièrement à internet, cela est un risque pour la participation des femmes sur de la formation à distance. Voir la possibilité d'équiper ces femmes de moyens supplémentaires pour leur permettre leur participation.
- L'accompagnement des femmes souhaitant faire une reconversion professionnelle avec les moyens en place CEP « Conseil en Evolution Professionnelle » et Pôle emploi, la formation proposée pouvant servir de tremplin à une évolution future.
- La gratuité des formations est un point particulièrement important, permettant à toutes de participer.

Déclarée grande cause nationale du quinquennat par le Président de la République, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes passe par une mobilisation de tous, la formation est un outil à privilégier.



4.14 Résumé des résultats de la recherche primaire

Le tableau suivant donne un aperçu des principaux résultats obtenus dans le cadre des actions de recherche primaire :

Situation socio-économique et culturelle (4.1 à 4.4)

Situation socio-économique et culturelle (4.1 à 4.4)	<ul style="list-style-type: none">• La moitié des répondants enquêtés ont entre 25 et 44 ans• 50% d'entre elles sont agricultrices• La moitié des répondants sont engagés dans une activité bénévole• Les principaux obstacles à l'accès à la formation sont la distance du lieu, le manque d'offre et enfin les horaires inadaptés
Expérience de formation (4.5 to 4.9)	<ul style="list-style-type: none">• 78% ont suivi une formation ou ont participé à des journées techniques au cours des 12 derniers mois• dont 94% étaient liées à l'agriculture• Leur principale motivation pour participer à une formation est d'acquérir de nouvelles compétences• Attente : objectifs clairs et contenu répondant à leurs attentes• 50% des répondants souhaitent une formation mixée entre du présentiel et en ligne• La connectivité à internet est moyenne en Dordogne (zone blanche)
Contenu de la formation demandée (4.10 to 4.11)	<ul style="list-style-type: none">• Besoin d'acquisition de méthodologie pour la recherche d'informations et la conduite de projet• Faire un lien entre la technique les fondements scientifiques et technologiques• Développer la confiance en soi
Recommandations politiques (4.12 to 4.3)	<ul style="list-style-type: none">• Organiser des formations qui tiennent compte des contraintes spécifiques des femmes concernant la garde d'enfants• Tenir compte des contraintes liées au déplacement, aux horaires et globalement à la disponibilité des femmes dans leur activité familiale et professionnelle• Tenir de l'hétérogénéité de la qualité de la connexion internet disparate en fonction du territoire• Mettre en place des formations gratuites

5 Conclusions et recommandations

5.1 Conclusion

Déclarée grande cause nationale du quinquennat par le Président de la République Française, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes passe par une mobilisation de tous, la formation est un outil à privilégier.

Ce rapport sert de base à la conception d'un programme de formation transnationale pour les femmes vivant dans les zones rurales en fonction des besoins qu'elles ont elles-mêmes identifiés. Il identifie également les principaux besoins et défis des femmes travaillant dans les zones rurales en matière d'accès à la formation. Compte tenu du climat économique actuel et de la détérioration du marché du travail lié au COVID19, ce cours de formation servira à combler une lacune identifiée sur le marché.

Toutefois, il n'existe pas de programmes de formation destinés spécifiquement aux femmes qui travaillent dans les zones rurales en Dordogne à l'exception de programmes destinés à des publics désirant s'insérer dans le milieu professionnel (demandeur d'emploi peu qualifié).

Les principales conclusions de ce rapport sont :

- Acquérir des compétences en analyse de projet économique, marketing et communication
- Acquérir des compétences techniques (agriculture biologique, élevage, transformation agroalimentaire, cultures)
- Etre capable de manipuler les outils numériques : apprendre à être à l'aise dans leur utilisation
- Acquérir des méthodes de construction de projet, d'organisation de recherches (structurer, prioriser, synthétiser, communiquer)
- Travailler sur les résistances aux changements, sur les représentations des métiers à la fois coté employeurs et coté employés et sur la confiance en soi
- Travailler la notion de mise en réseaux :
 - produire une liste de personnes contacts chez des entrepreneurs déjà installés
 - produire une liste d'experts dans différents domaines d'activité (juridique, comptable, financier, communication)
- Acquérir des compétences en gestion des réglementations diverses liées à l'entreprise et à ses activités (production, transformation, marketing, communication, ...)

5.2 Recommandations

En se basant sur les données collectées par les premières enquêtes (95 femmes), mais aussi dans le cadre du Focus Group (12 femmes), et le Think Tank (6 femmes), voici nos recommandations pour les femmes du programme Erasmus Rural Femmes :

- Gratuité de la formation
- Accessibilité des lieux de formation
- Système souple et innovant (curiosité, appétence) et granulaire
- Privilégier des espaces de paroles
- Témoignages de réussite de femmes dans différentes palettes d'activités et ou de responsabilité
- Développer le e-learning pour permettre aux femmes de participer plus facilement aux formations (limiter les temps de déplacement et les frais) sachant que le département est très vaste et que l'offre est concentrée à Périgueux et un peu à Sarlat, Bergerac ou Ribérac. Pour la Dordogne nous préconisons que le e-learning prenne la forme de "formation mixte digitale" comprenant :
 - des séquences courtes en présentiel
 - des temps de travaux individuels comprenant des cours, des travaux pratiques, du visionnage de vidéo, de la recherche sur le Web, des mini études de marché sur leur projet...
 - des temps collectifs à distance (vidéoconférence, travaux en petits groupes)
 - des travaux pratiques en intersession
 - des rendez-vous pour faire le point (en visioconférence, au téléphone ou face à face en présentiel)
 - des séquences en présentiel. La formation apporte beaucoup au travers de visites, de travaux de groupe, de rencontre, d'échanges.
- Organisation de séquences en face à face avec un expert (financement de projet, ...)
- Suggestion d'organiser des échanges en visio entre les femmes des 4 pays
- Les aider à créer ces métiers ou ces nouvelles fonctions (transformation, diversification, tourisme) ou à solliciter des postes en tant que salariées
- Acquérir aussi des compétences techniques qui ne doivent pas être un domaine réservé aux hommes.



6 Références

Présentation de la Chambre d'agriculture :

<https://smart-rural.eu/partenaires/la-chambre-dagriculture-de-dordogne/>

Les chiffres économiques clés de la région nouvelle aquitaine

<http://nouvelle-aquitaine.direccte.gouv.fr/sites/nouvelle->

nouvelle-aquitaine.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/chiffres_cles_2020_100720.pdf

<http://www.aquitaineonline.com/actualites-en-aquitaine/sud-ouest/8763-bilan-economique-2019-nouvelle-aquitaine.html>

Histoire de la formation des femmes en milieu rural

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1965_num_66_1_1908

Les femmes en milieu rural et l'influence de son milieu de vie

<http://eso.cnrs.fr/fr/manifestations/pour-memoire/faire-campagne-pratiques-et-projets-des-espaces-ruraux-aujourd-hui/la-femme-en-milieu-rural-et-l-influence-de-son-milieu-de-vie-1.html>

L'emploi des femmes en territoires ruraux Cget

https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKEwiY372SvZDsAhU67uAKHQGbCHMQFjAFegQIBhAB&url=https%3A%2F%2Fwww.europe-en-france.gouv.fr%2Fsites%2Fdefault%2Ffiles%2Fen-bref_cget_emploi_des_femmes_territoires_ruraux.pdf&usg=AOvVaw33dRV9KCLzaFzgzMLHvXGD

Le contexte économique

<https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/explorer/france/apprehender-le-contexte-economique>



BILAN ÉCONOMIQUE 2019 - NOUVELLE-AQUITAINE

Une année 2019 encourageante pour l'économie néo-aquitaine
avant le coup de frein de la crise sanitaire

-  **+ 1,0 %** **Le rythme des créations d'emploi s'accélère**
d'emploi salarié en 2019, en Nouvelle-Aquitaine (+ 1,1 % en France, hors Mayotte)
-  **7,5 %** **Nouveau recul du chômage**
de taux de chômage au T4 2019 (8,1 % en France, hors Mayotte)
-  **+ 16 %** **Davantage de créations d'entreprise**
de créations d'entreprises en 2019
-  **+ 3,3 %** **Les touristes sont de retour**
de nuitées dans les hôtels et campings en 2019

CONJONCTURE DÉBUT 2020






-  **- 1,8 %** **L'emploi néo-aquitain baisse mais résiste**
d'emplois au T1 2020 (- 2,0 % en France, hors Mayotte)
- 42,5 % dans l'intérim (- 40,4 % nationalement)
-  **+ 5,9 %** **Demandeurs d'emploi : forte hausse de la catégorie « sans activité »**
de demandeurs d'emploi (A, B et C), entre mars et mai 2020
+ 25,1 % de demandeurs d'emplois de catégorie A entre mars et mai 2020
-  **-96 %** **Un salarié sur trois au chômage partiel ou en arrêt maladie fin avril 2020**
de déclarations préalables à l'embauche sur un an, dans l'hébergement et la restauration en avril 2020
-  **Les dépenses par carte bancaire repartent à la hausse**
-  **Reprise de la consommation d'électricité**



Tableau 1 contient une description des participants au Think Tank

Nom	Secteur	Organisation	Titre	Expérience pertinente
LAFFARGUE Valérie	Emploi agricole	ANEFA Association Nationale pour l'Emploi et la Formation en Agriculture	DIRECTRICE ANEFA 24 Technicienne	Communication sur les métiers et les formations de l'agriculture, Promotion de l'emploi agricole
RIVAL Laurence	Syndicalisme agricole	FDSEA Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles	Présidente commission main d'œuvre Agricultrice	Emploi en viticulture, Les femmes en viticulture Accompagnement des chefs d'exploitation sur les problèmes sociaux
BALLAND Anne Catherine	Insertion	Association d'insertion	Agricultrice, Membre d'association rurale	Travail en insertion des publics en recherche d'emploi
CHIGNAT Emmanuelle	Association rurale	CEPE EN PERIGORD CR 24 Coordination Rurale	Agricultrice Présidente d'association rurale	Accompagnement au développement des territoires ruraux : Le cèpe en Périgord
LE GOFF Marie Laure	Formation agricole	CFFPA Organisme de formation agricole public	Formatrice pour adultes Expérience d'animatrice agricole et rurale	Formatrice en particulier de personnes changeant d'orientation professionnelle
CLAUDEL Anaïs	Syndicalisme agricole	CDJA 24	Animatrice syndicat agricole ouvert aux jeunes garçons et filles qui sont ou souhaitent être agriculteur	Confrontation des étudiants avec le milieu professionnel